

# Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir  
5 centimes - PARIS ET DÉPARTEMENTS - 5 centimes

Rédaction et Administration : 16, rue du Croissant, PARIS  
Téléphone : CENTRAL 69-70  
Les Annonces sont reçues à l'Administration du Journal  
Adresse Télégraphique : BONNETROUGE-PARIS  
ADMINISTRATEUR : Paul RAOULT

## ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Paris	5 fr.	9 fr.	18 fr.
Départements	6 fr.	11 fr.	20 fr.
Union Postale	9 fr.	16 fr.	32 fr.

Secrétaire Général: Eugène MERLE

RÉDACTEUR EN CHEF:  
**Miguel ALMEREYDA**

## L'Intervention Balkanique

### Les Amis de nos Ennemis sont nos Ennemis

Au fur et à mesure que l'action des troupes se fait sentir en Bukovine et se répète en Transylvanie, se pose avec une acuité de plus en plus grande l'intervention balkanique.

On connaît déjà l'attitude très nette adoptée par l'opinion roumaine. Elle s'est prononcée énergiquement pour l'intervention à une date déterminée et choisie après accord avec le gouvernement italien. Mais le gouvernement italien garde encore l'expectative. Il songe que l'opinion de l'armée est peu favorable à une entrée en campagne, il écoute le ronronnement du prince de Bulow, il désire connaître, désir très légitime, de quel prix sa neutralité définitive serait payée, il cause avec les Bulgares et les Serbes et pose quelques conditions limitatives au développement maritime de ceux-ci en ayant à leur égard de la mauvaise volonté de ceux-là ; en un mot, il ne s'embarasse pas de sentiments, il est et veut rester serviteur de seuls intérêts italiens.

Qui pourrait l'en blâmer ? Et ne voit-on pas que cette politique, qui se présente d'être positivement réaliste, n'a de chance de se développer complètement qu'en harmonie avec les intérêts des puissances balkaniques.

Pendant trente-cinq ans, l'Italie, fidèle alliée de l'Allemagne et de l'Autriche a condamné le rêve irrédentiste, sans trop s'apercevoir que la Triplice n'avait de valeur comme groupement diplomatique de forces que par le sacrifice qu'elle consentait à Vienne de ses plus saintes espérances.

Presque dans le même laps de temps, les puissances balkaniques, espionnées par l'Autriche, excitées par elle les unes contre les autres, contribuaient elles-mêmes à la prolongation du régime turc sur la Macédoine et sur tous ceux qui se réclamaient vainement de leurs diverses nationalités. Elles oublièrent l'ennemi commun et ne vivaient que sur l'incident quotidien, médiocre ou tragique.

Vint un jour, cependant, où la raison et le bon sens reprurent leurs droits et où le *divide et impera*, principe de toute la politique de l'Empire d'Autriche, se trouva sans valeur.

A Rome, les hommes d'Etat risquèrent quelques tours de valse avec la France et ne s'en trouvèrent pas mal. Le sens de la tradition nationale les animant, ils recueillirent presque instantanément les bénéfices que la pratique loyale de trente ans de fidélité à l'ennemi de l'Italie, à l'Autriche, avaient été incapables de lui assurer.

Aux pays balkaniques, même phénomène. Les cinq nations voulurent un instant n'être plus que balkaniques et furent contraintes par conséquent de

se jurer amitié et alliance contre l'ennemi commun, le Turc, et son allié éventuel, l'Autriche.

Et ce fut un bouquet de victoires magnifiques et comme une résurrection générale.

Il semblait que c'en fut fini à jamais des divisions et des rivalités. Malheureusement, quelques mégalomanes bulgares, raisonnant à la manière du feu roi Milan, ce gâgist de Vienne, prétendirent dominer les amis de la veille et révéler d'une Bulgarie qui jouerait dans la péninsule des Balkans le rôle que joue actuellement la Prusse dans l'Empire d'Allemagne. Et ce fut la catastrophe. L'Autriche en profita. Elle s'efforça en ce moment de maintenir son avantage et nous constatons son influence dans les attitudes successives que prend la Bulgarie.

La Bulgarie veut profiter de l'occasion pour réparer le désastre qu'a entraîné avec elle sa trahison. A l'égard de l'Autriche, elle restera neutre ; si l'Autriche lui paie sa neutralité un plus haut prix que celui offert par les alliés balkaniques de la deuxième guerre. A l'égard de la Serbie, elle restera neutre si les Alliés balkaniques lui donnent ce que Vienne ne peut que lui promettre. Ainsi sont posées les conditions de la Bulgarie par les hommes d'Etat de Sofia.

Sans doute, ils ne parlent pas aussi clairement. Mais leur calcul est simple. Hétons-nous de dire qu'il est faux dans ses données.

Si les hommes qui portent à l'heure actuelle la lourde responsabilité des destinées bulgares sont bien inspirés, ils profiteront de l'occasion unique que leur offrent les événements actuels pour rentrer dans la confédération balkanique d'où ils sont sortis, dans une heure d'aberration. La confédération a du saigner et sa force au principe d'action sur laquelle elle s'est fondée : le principe des nationalités. Tant que la Bulgarie a été dominée par lui, elle a connu la victoire et le profit. Le jour où elle l'a remplacé par le principe de la force et de la conquête, elle a subi la défaite, le déshonneur et la diminution. Si aujourd'hui, mal inspirée de nouveau par le chancelier de Vienne, elle retombe dans son erreur, qu'elle soit bien persuadée que la seconde confédération balkanique se dresserait de nouveau immédiatement contre elle.

Aussi que MM. Gheradiff et ses amis ne comptent pas ce qui est très simple. S'ils sont contre eux, ils sont Autrichiens et Prussiens.

Les amis de nos ennemis sont nos ennemis.

G. BROUVILLE.

## LA GUERRE

### Les combats sur la côte belge Le quartier général turc fait prisonnier au Caucase

#### Sur le Front occidental

EN BELGIQUE. — De la mer jusqu'à Ypres, les combats d'artillerie engagés depuis plusieurs jours se poursuivent avec une vive intensité. Au sud-est d'Ypres, c'est-à-dire dans la région boisée qui s'étend d'Hollebeke à Beclere, les Allemands essaient une attaque qui fut vigoureusement enrayée par l'action de nos troupes d'infanterie combinée avec le feu de notre artillerie.

EN FRANCE. — La journée du 31 janvier n'a été marquée que par une action d'artillerie au cours de laquelle nous avons acquis de nouveaux avantages. Sur la vallée de l'Aisne, notamment, la précision du tir de nos batteries a provoqué la destruction de divers ouvrages de défense de l'ennemi et la réduction des mineswerfer (lance-bombes).

Les lance-bombes sont des engins employés pour la guerre de tranchées. Nous retrouvons leur mode d'action dans l'extrait suivant d'une lettre d'un soldat dont la tranchée fut fréquemment visée par les mineswerfer :

« Les Boches lancent aussi contre nos tranchées des mineswerfer, sortes de bombes en aluminium trempées de cuivre. Elles renferment une poudre extrêmement explosive que la déflagration porte à une haute température. »

« Les Allemands lancent ces projectiles

au devant de nos tranchées pour détruire nos réseaux épais de fil de fer barbelé. Sur une de nos tranchées, ils en ont lancé près d'une centaine en une heure. Une de ces bombes tombant sur un créneau fondit un canon de fusil ; en avant de la tranchée, tous les fils de fer étaient détruits et fondus. »

« Ces projectiles ne sont pas trop dangereux pour les hommes s'ils ne les touchent pas directement. La vue est plus exposée. »

En Champagne, la journée a été employée à la consolidation des positions occupées la veille au nord-est de Mesnil-Hurlus.

Rappelons que cette dernière commune est située à la tête d'un vallon sec au cœur de la Champagne pouilleuse. Le village est traversé par la route qui conduit de Souain à Ville-sur-Tourbe. On compte, en ligne droite, 2 kil. 400 entre Perthes-les-Hurlus et le Mesnil-Hurlus et 3 kil. 300 entre cette dernière localité et la ferme de Beauséjour située au nord-est.

En Argonne, l'ennemi, qui paraît épuisé par la violence de son dernier effort, n'a pas attaqué nos positions de Saint-Hubert et de Fontaine-Madame. En Woëvre, en Lorraine, dans les Vosges et en Alsace, aucun fait saillant n'est mentionné dans le communiqué.

R. Lecointre-Patin.

### Dernières Dépêches

#### En Alsace

LES ALLEMANDS DETRUISENT A MULHOUSE UNE USINE D'AÉROPLANES

Genève, 2 février. — Après avoir fait enlever les aéroplanes et la machinerie de la fabrique d'« Aviatiks » de Mulhouse, les Allemands ont fait sauter les bâtiments de cette usine, plutôt que de les voir détruire par les aviateurs alliés.

#### En Belgique

LES PERTES ALLEMANDES

Londres, 2 février. — Le correspondant du « Daily Telegraph » à la frontière hollandaise annonce que, dans le combat livré entre Nieupoort et Lombartzlee, les pertes allemandes ont été de 400 tués et 300 prisonniers.

Le correspondant du « Daily Chronicle » dans le nord de la France signale, d'autre part, que, dans la bataille qui s'est livrée jeudi à la Grande-Dune, un grand nombre de soldats allemands ont été faits prisonniers. L'ennemi eut, en outre, un millier de tués ou de blessés.

Le correspondant ajoute : « La nouvelle de la mise hors de service de plusieurs gros canons allemands, habilement dissimulés dans le sable, satisfiera non seulement notre armée de terre, mais aussi les marins alliés. »

#### Au Caucase

UN GRAND SUCCES RUSSE

Petrograd, 2 février. — Le correspondant du *Novosti Vremya* à Tiflis télégraphie : « Les troupes russes ont remporté de nouveaux et importants succès dans le Caucase. »

« La dernière division turque a été définitivement battue, et le quartier général ennemi pris d'assaut. Le général qui commandait et tous les officiers ont été faits prisonniers. Les Russes ont capturé une grande quantité de munitions. »

« Le combat fut acharné et se déroula pendant une tempête de neige dans les montagnes. »

#### En Autriche-Hongrie

UN FRONT DE 500.000 HOMMES

Londres, 2 février. — Le *Daily News* reçoit de son correspondant de Petrograd : « Des forces autrichiennes, comprenant un demi-million d'hommes, et appuyées par trois corps d'armée allemands, se déplacent ostensiblement, comme si elles avaient l'intention d'avancer sur les routes conduisant dans la plaine située face à la forteresse de Przemyśl. »

« Mais il est possible que, par suite des échecs qui leur ont été infligés déjà par les Russes dans cette région, ces troupes austro-allemandes soient envoyées en Bukovine. »

#### En Allemagne

LES DISSENSIONS DANS LE PARTI SOCIALISTE ALLEMAND

Copenhague, 2 février. — Une dépêche de Berlin annonce que les dissensions augmentent dans les rangs de la social-démocratie allemande.

Selon cette information, la majorité des membres du parti socialiste, ainsi que celle des membres des autres partis politiques, est d'avis que la nation allemande doit continuer jusqu'à ce qu'une paix honorable soit possible.

Par contre, le nombre va toujours croissant des socialistes connus et des journaux socialistes qui déclarent que le peuple allemand pense autrement et qui demandent à leurs représentants au parlement de mettre fin à l'agitation pour la continuation de la guerre.

#### CONCENTRATION AUSTRO-ALLEMANDE SUR LA FRONTIÈRE ROUMAINE

Londres, 2 février. — Le correspondant du *Daily Chronicle*, à Bucarest signale une importante concentration de forces austro-allemandes vers la Transylvanie.

Des divisions bavaroises rejoignent les

#### Forces autrichiennes déjà massées autour de Kronstadt, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière roumaine.

LA REQUISITION DES METAUX

Londres, 2 février. — On télégraphie de Berne au Times :

« Tous les stocks de cuivre, d'étain, de nickel, d'antimoine, d'aluminium, de plomb dur, manufacturés ou non, et même les câbles de cuivre et les résidus de cuivre devaient être, hier avant midi, déclarés aux autorités militaires dans l'Allemagne entière, qui les ont partout réquisitionnés. »

## Communiqués Officiels

TROIS HEURES

### Ministère de la Guerre

La journée du premier février a été marquée par un redoublement d'intensité de la lutte d'artillerie, de part et d'autre et par une série d'attaques allemandes, d'importance d'ailleurs secondaire, toutes repoussées avec des pertes sérieuses pour nos adversaires en proportion des effectifs qu'ils ont engagés.

En Belgique, l'artillerie lourde allemande s'est montrée tout particulièrement active sur le front des troupes belges et principalement contre les divers points dont celles-ci se sont emparées depuis quelque temps dans la région de l'Yser. Autour d'Ypres, canonnades très violentes par endroits.

De la Lys à la Somme :

Des éléments d'un régiment allemand ont attaqué un poste anglais vers Guinchy et l'ont repoussé ; après une série de contre-attaques, les troupes britanniques ont récupéré le terrain perdu, puis progressé au delà, en s'emparant des tranchées ennemies.

L'action signalée dans le communiqué du 1<sup>er</sup> février 23 heures, et qui s'est déroulée le long de la route de Béthune à La Bassée, a été particulièrement brillante pour notre infanterie. L'effectif engagé par les Allemands semble avoir été d'un bataillon au minimum ; les deux premières attaques ont été brisées par notre feu ; la troisième est parvenue à entrer dans l'une de nos tranchées, mais une contre-attaque immédiate à la baïonnette nous permit de bousculer l'ennemi. Quelques Allemands réussirent seuls à regagner leurs tranchées, tous les autres furent tués ou pris.

Entre la Somme et l'Oise et sur le front de l'Aisne, aucun événement important à signaler en dehors de l'attaque allemande sur Beaumont-Hamel qui n'a pas été renouvelée. Notre artillerie de gros calibre a bombardé la gare de Noyon où avaient lieu des opérations de ravitaillement de l'ennemi, et a provoqué deux explosions dont la fumée a persisté plus de deux heures et demie.

Dans la région de Perthes, nos progrès méthodiques continuent ; nous avons occupé un nouveau petit bois au nord-ouest de ce village.

En Woëvre, l'ennemi a tenté sur la corne ouest du bois Le Bouchet (nord-est de Troyon) une attaque immédiate enrayée.

Rien à signaler sur le front de Lorraine et des Vosges.

### Ministère de la Marine

Le 1<sup>er</sup> février à 17 heures, à 15 milles dans le nord-est du bateau feu du Havre, un sous-marin allemand a lancé une torpille, sans l'atteindre, sur le bateau-hôpital anglais Asturias, violant ainsi les prescriptions formelles de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 relatives au respect absolu dû aux bâtiments hospitaliers.

## La Guerre à l'Alcoolisme

### Ce que pensent les débitants du projet de loi

C'est jeudi qu'auront lieu à la Chambre les débats au sujet de la ratification de la décision prise par le gouvernement de supprimer l'absinthe et de limiter les débits de boissons.

La lutte contre l'alcoolisme est un problème d'un intérêt général, dont l'importance est énorme. Est-ce donc en ce moment, où la majorité des forces vitales de la nation est dans l'impossibilité d'y participer, s'engager un débat qui ne saurait se régler en quelques articles d'une loi hâtive ? Nous avons à ce sujet interviewé M. Pierre Audin, secrétaire général de la confédération nationale du commerce en détail des boissons et maire adjoint du X<sup>e</sup> qui nous a déclaré :

Tout d'abord, laissez-moi vous dire que nous avons éprouvé une pénible surprise en voyant surgir avec précipitation des mesures définitives touchant aussi sérieusement aux moyens d'existence de centaines de milliers de citoyens que la mobilisation et les nécessités de la défense nationale ont placés dans l'impossibilité de défendre leurs propres intérêts.

Devant des mesures temporaires, telles que celles de la fermeture à huit heures des cafés et de la suppression de la vente de l'absinthe, nous nous inclinons, car nous estimons que le souci de défendre la Patrie passe avant les intérêts particuliers. Mais, qu'après ces décisions acceptées sans aucune protestation, parce qu'elles étaient considérées comme mesures passagères, on pousse le procédé jusqu'à bouleverser des moyens d'existence d'autant plus respectables que les intéressés sont mobilisés, c'est une autre affaire.

Sans vouloir discuter si la limitation du nombre des débits de boissons et la suppression de la vente de l'absinthe contribueront efficacement à la répression de l'alcoolisme, nous croyons que leur discussion et leur promulgation ne présentent pas un caractère d'impérieuse urgence. En tout cas, nous considérons que le moment est mal choisi et qu'à l'heure actuelle il est préférable de rechercher l'union parfaite de tous ceux de risquer la moindre division par des mesures dont le besoin immédiat ne se fait nullement sentir.

En fait, la suppression de l'absinthe existe, puisque la vente est interdite sur tout le territoire de la métropole et sur ses colonies.

La prohibition de ce produit par une loi ne changera donc rien à la situation. Quant à la réglementation du nombre des débits, elle ne répond pas, pour le moment, à un besoin, attendu que loin d'ouvrir des boutiques, de nombreux débitants les ferment par suite de la diminution des affaires ou de la mobilisation des chefs de maisons.

Que l'on ne s'y trompe pas ; en réservant jusqu'à la cessation de la guerre l'examen approfondi de la question de l'alcoolisme, les pouvoirs publics auraient sagement agi. Nous n'en voulons pour preuve que les nombreuses lettres émoignant de nos collègues du front qui nous demandent s'il est bien vrai que l'on choisit, pour remanier le statut légal de leur commerce, le moment où, pris par le devoir patriotique, ils ne peuvent exposer leurs doléances et se trouvent ainsi livrés pieds et poings liés à leurs plus irréductibles adversaires.

George-Bazile.

### L'AFFAIRE BOURTZEFF

## Un Acquittement qui s'impose

Aujourd'hui 2 février, devant les magistrats de Petrograd, comparait notre collaborateur Bourtzeff, qui, après avoir consacré sa vie à lutter pour la liberté du peuple russe, n'a pas hésité, le jour de la déclaration de guerre, à se rendre en Russie pour prêcher aux républicains et aux révolutionnaires l'union nécessaire devant l'ennemi.

Au moment où notre ami, après tant d'années d'exil volontaire, mettait enfin le pied sur son sol natal, il fut arrêté et emprisonné.

Sans distinction de partis, en Russie comme dans tous les autres pays, on a protesté contre cette mesure.

L'acquittement de notre ami Bourtzeff ne fait aucun doute. Ce sera l'honneur de la justice patriotique. L'avocat chargé de la défense du directeur de l'Avenir est M. Maklaff, député, chef du parti des Cadets, frère du ministre de l'Intérieur. Il sera aidé, dans sa tâche, par M. Kirilofsky, député travailliste. Bourtzeff comparait devant les juges de Petrograd, pour crime de lèse-majesté. Il est hors de doute qu'on ne retiendra pas contre lui cette accusation, car le tsar lui-même, qui a promis à la Pologne sa liberté, tendra à se montrer magnanime vis-à-vis de cet écrivain sincère et de ce grand patriote.

L. P.

## L'Union Nationale

Ci-dessous quelques extraits de la Libre Parole — que nous jugeons inutile de com-

N'allez pas croire que les organisations syndicales sont opposées à l'étude d'un projet tendant à paralyser l'alcoolisme ; rien ne serait plus faux, car depuis de nombreuses années, la Confédération nationale du commerce des boissons émet, dans ses congrès, des vœux ne laissant aucun doute sur ce point.

Aujourd'hui, je serai son interprète en disant que s'il est démontré, après une étude approfondie, que l'absinthe est un poison, les débitants seront les premiers à souscrire à sa prohibition absolue.

Mais, entendez bien ce que je veux dire par ces mots : « prohibition absolue », il faudrait, dans notre esprit, interdire non seulement la vente, mais encore et surtout la fabrication de ce produit.

On ne comprend pas, en effet, que la loi française autorise l'exportation d'un apéritif qu'elle prohibe chez nous parce qu'elle le considère comme un poison. Naturellement, cette industrie, exercée sous le couvert de la loi, ne peut être supprimée sans indemnité, la Suisse n'a pas procédé autrement.

Mais, comme il y a, indépendamment des indemnités, des marchandises et des droits perçus à rembourser, nous estimons qu'il y a, là encore, lieu de suivre l'exemple de la Suisse en donnant, après la guerre, un délai pour écouler les produits actuellement fabriqués.

Les sommes à rembourser s'élevaient à environ trente millions. C'est une somme que nous ne devons pas négliger au moment où nous avons besoin de tous nos efforts pour chasser aussi rapidement que possible l'ennemi de notre territoire.

Un délai d'un an à partir de la fin des hostilités suffirait, or, comme nous buvons de l'absinthe depuis deux cents ans, un an de plus n'aggraverait pas la situation.

Quant au projet de loi concernant la réglementation des débits de boissons, nous y adhérons volontiers, s'il nous est démontré que leur nombre est en rapport direct et constant avec le développement de l'alcoolisme.

Mais les auteurs du projet ne semblent pas le moins du monde convaincus de cette relation de cause à effet. Ils prévoient, en effet, la création de débits par voie d'adjudication. Or, quelle que soit la procédure établie pour l'ouverture d'un établissement de boissons, cela ne diminuera pas son influence néfaste dans la progression de l'alcoolisme, si cette influence est réelle, et c'est ce qui fait que nous ne comprendrions pas que l'on autorise la création de nouvelles maisons, qu'on les appelle cafés, auberges, hôtels, économats ou cercles.

En résumé, nous sommes disposés à approuver toutes les mesures dont on pourra sans conteste l'efficacité en ce qui concerne la lutte contre l'alcoolisme.

Mais nous sommes étonnés qu'actuellement on ne propose que des projets visant ceux qui font ouvertement et légalement le commerce des boissons et que l'on laisse de côté les véritables embusqués de l'alcoolisme, c'est-à-dire les bouilleurs de cru.

George-Bazile.

— Nous les dédions à ceux qui pensent que les réactionnaires peuvent déserter.

31 janvier. — Titre d'une information annonçant le retour de M. et Mme Caillaux : Prochain retour de Caillaux et de sa mitrailleuse

1<sup>er</sup> février. — Sous la signature du général Humbel, à propos de l'affaire Descaux : « Il est prouvé qu'un des chefs de ce fameux service de la trésorerie et des postes, qui ne trouvait ni le temps, ni le moyen de faire parvenir la correspondance destinée à nos soldats, qui a égaré et jeté des monceaux de lettres, et même de mandats-poste, trouvait le temps, tout comme son collègue, ami et souteneur (sic), le fameux Caillaux, de venir à Paris et aux environs se reposer de ses fatigues. »

2 février. — Sous la signature de Jean Draud :

« Les parlementaires socialistes et pacifistes avaient tort de combattre la guerre. Grâce à la guerre, le pays s'intéresse de nouveau aux exercices du Palais-Bourbon, du moment qu'ils ne sont plus exclusivement de l'acrobatie électorale et des attrape-nigauds sociaux, mais tendent à quelque chose d'utile. »

« Il est vrai que ces socialistes et ces pacifistes aiment peut-être bien mieux n'avoir pas le public sur le dos pour pouvoir mieux travailler contre le pays dont les intérêts ne sont pas les leurs. »

## Bourse de Paris

MARDI 2 FEVRIER 1914

Fonds d'Etat : Français 3 %, 73,25 ; 3 % amortissable, 78,10 ; 3 1/2 %, 85,40. — Russe 1893, 76,50 ; 1896, 58,85 ; Consolidés, 78,20 ; 1906, 93 ; 1909, 82. — Extérieure, 86. — Italien, 81,25.

Actions diverses : Nord, 1.315. — Lyon, 1.110. — Crédit Foncier, 700.

## Du Tabac pour nos SOLDATS SEIZIEME ENVOI SUR LE FRONT

Hier est parti sur le front du tabac pour 10.000 hommes.

Nous avons remis, d'une part, à l'autorité militaire 46 boîtes contenant :

Cigarettes	34.100
Cigares	2.850
Paquets de tabac	1.246
Papiers à cigarettes	715
Tabatières et cornets	160
Bougies et briquets	125

Soit, à raison de 10 cigarettes par homme, du tabac pour 8.800 hommes.

Cet envoi est parti dans les tranchées dans la région d'Arras.

D'autre part, nous avons remis à M. le lieutenant Reynold, du 28<sup>e</sup> chasseurs à pied de Vincennes, 8 boîtes contenant :

Paquets de tabac	120
Cigarettes	3.000
Cornets	700
Cahiers papier à cigarettes	420
Cahiers papier à cigarettes	70

Soit du tabac pour 1.000 hommes.

Ce second envoi est parti dans les tranchées entre Verdun et Saint-Mihiel.

### Une manœuvre déjouée

Dans plusieurs de nos corbeilles, nous avons trouvé du papier à cigarettes enveloppé dans des cahiers tricolores, mais qui portaient cette marque bizarre à l'heure actuelle : Fachoda.

Sous ce nom, il y a la photographie d'un officier supérieur qui eut quelques mois de popularité à l'occasion d'un fâcheux incident diplomatique survenu, à cette époque, entre nos alliés actuels et nous.

Nous mettons en garde le public contre les vendeurs de ce papier. Nous prions nos amis de ne pas en déposer dans nos corbeilles.

Il ne nous appartient pas d'épiloguer sur cet incident.

Nous avons pu heureusement arrêter au passage ce papier à cigarettes subversif. Nous tenons cependant à prévenir nos amis et donateurs de ne pas se faire le jouet d'une plaisanterie d'un goût douteux ou d'une manœuvre, dont nous ne voulons pas, pour le moment, chercher l'origine.

## Au Conseil des Ministres

Les ministres se sont réunis en Conseil ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a fait signer le décret rendu, après avis du Conseil, relatif à la procédure de constatations et d'évaluation des dommages causés par l'ennemi dans les régions envahies.

La suite du Conseil a été consacrée à l'examen de la situation diplomatique et militaire.

Le prochain Conseil aura lieu jeudi.

## Sur Mer

### STEAMER COULE PAR UNE MINE DANS LA MER NOIRE

Londres, 2 février. — Une dépêche d'Odessas au *Daily Telegraph* annonce qu'un steamer réquisitionné par les Turcs pour le transport d'approvisionnements militaires, a été coulé par une mine dans le voisinage de Trébizonde.

Soixante personnes qui se trouvaient à bord ont péri. Quelques survivants ont été recueillis par les autres navires.

### TRAVAUX DE DEFENSE A CUXHAVEN

Londres, 2 février. — Selon une dépêche d'Amsterdam, les étrangers habitant Cuxhaven et appartenant à des pays neutres doivent quitter la ville ou participer aux travaux de défense de ce port.

